

# CABINET B&P

16 rue du Dèvès - 34820 TEYRAN  
Port 06 03 02 78 73 - Tel 09 87 51 90 46

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'assemblée générale ordinaire annuelle de l'association « Rester au village »,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RAVI, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées en annexe « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

B&P

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, étant précisé que les modalités d'établissement des comptes administratifs relèvent de traitements indépendants de la comptabilité générale.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

BN

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Teyran, le 16 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

Cabinet B&P

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Pouzancre Parent', written over a horizontal line.

Béatrice Pouzancre Parent

Annexe :  
Description détaillée des responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l’audit des  
comptes annuels

---

Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l’association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**BILAN ACTIF**

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	19 466	19 466		
Immobilisations incorporelles en cours	4 800	4 467	333	1 933
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	199 217		199 217	93 947
Constructions	3 325 761	1 074 128	2 251 633	1 647 293
Installations techniques, matériel et outillage industriels	379 411	325 955	53 456	65 099
Immobilisations corporelles en cours	164 068		164 068	53 033
Autres	421 335	244 426	176 909	120 617
Avances et acomptes	3 463		3 463	5 376
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	252		252	6 506
<b>TOTAL I</b>	<b>4 517 774</b>	<b>1 668 441</b>	<b>2 849 333</b>	<b>1 993 805</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	17 786		17 786	18 950
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	245 346	11 749	233 597	225 575
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	128 311		128 311	99 984
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	293 627		293 627	429 280
Charges constatées d'avance	4 664		4 664	5 618
<b>TOTAL II</b>	<b>689 733</b>	<b>11 749</b>	<b>677 984</b>	<b>779 406</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>5 207 507</b>	<b>1 680 190</b>	<b>3 527 317</b>	<b>2 773 211</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	184 193	184 193
Autres		
Report à nouveau	139 715	73 271
Excédent ou déficit de l'exercice	29 560	66 444
Situation nette (sous total)	353 467	323 908
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	567 367	293 380
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>920 834</b>	<b>617 288</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>TOTAL I bis</b>		
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	25 247	
Provisions pour charges	68 611	68 334
<b>TOTAL III</b>	<b>93 858</b>	<b>68 334</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 618 498	1 128 907
Emprunts et dettes financières diverses	87 431	92 722
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	156 142	120 000
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	453 067	413 047
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	93 561	20 652
Autres dettes	10 257	221 502
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	93 669	90 759
<b>TOTAL IV</b>	<b>2 512 624</b>	<b>2 087 589</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)</b>	<b>3 527 317</b>	<b>2 773 211</b>

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 885 326	2 804 688
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 030 189	1 053 874
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 803	42 089
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	4	5
<b>TOTAL I</b>	<b>3 931 323</b>	<b>3 900 656</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock	1 164	4 424
Autres achats et charges externes	1 595 074	1 454 779
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	176 752	191 153
Salaires et traitements	1 536 506	1 601 859
Charges sociales	417 790	447 064
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	159 624	130 121
Dotations aux provisions	33 720	20 516
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	2 216	1 534
<b>TOTAL II</b>	<b>3 922 847</b>	<b>3 851 449</b>
<b>1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>8 476</b>	<b>49 207</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 373	2 241
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>2 373</b>	<b>2 241</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	23 406	25 116
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>23 406</b>	<b>25 116</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>(21 033)</b>	<b>(22 875)</b>

## COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>(12 557)</b>	<b>26 332</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 554	20 250
Sur opérations en capital	49 371	30 308
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>51 925</b>	<b>50 558</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	7 144	9 663
Sur opérations en capital	2 664	784
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>9 808</b>	<b>10 447</b>
<b>4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>42 117</b>	<b>40 111</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>3 985 621</b>	<b>3 953 456</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 956 061</b>	<b>3 887 012</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>29 560</b>	<b>66 444</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		